

Colloque des XIV^{es} rencontres du Réseau international en éducation et en formation (RÉF2015), Université de Montréal, 23 octobre 2015

Sous le thème **Devenir enseignant aujourd’hui et demain**, ce colloque vise à réunir des enseignants, des chercheurs, des administrateurs, des professionnels et des étudiants en éducation. Durant une journée, des intervenants issus de divers milieux de pratique et de recherche auront l’occasion de discuter à propos du travail enseignant. Les ateliers se veulent des moments d’échanges, de débats et d’une réflexion collective sur des enjeux liés aux trois principales thématiques du colloque : 1) Choisir son métier; 2) Se former à l’enseignement et 3) Exercer son métier. Les ateliers sont donc une occasion de s’interroger sur les conditions et contraintes sous lesquelles se réalisent de nos jours ces trois moments forts de la construction de l’identité professionnelle enseignante et de son devenir. Chaque atelier débutera par quelques courtes présentations des thèmes à l’ordre du jour suivies d’une discussion collective.

Le colloque aura lieu sur le campus de l'Université de Montréal.

Vendredi 23 octobre 2015

8 h 00 – 9 h 00	Accueil
9 h 00 – 9 h 30	Allocutions inaugurales
9 h 30 – 10 h 30	Conférence plénière
10 h 45 – 12 h 30	Ateliers A (choix d'un atelier parmi trois)
12 h 30 – 13 h 45	Dîner
13 h 45 – 15 h 30	Ateliers B (choix d'un atelier parmi trois)
16 h 00 – 17 h 30	Table ronde
17 h 30	Lancements et cocktail

Conférence plénière : Devenir enseignant aujourd’hui et demain : situation actuelle et défis du proche avenir

Conférencier : Maurice TARDIF, Université de Montréal

10 h 45 – 12 h 30 Ateliers A (choix d'un atelier parmi trois)

Atelier 1a - Choisir son métier : l'attractivité de la profession. L'enseignement est-il encore un travail attractif pour les nouvelles générations?

Au Québec comme dans les autres sociétés occidentales, les années 1950 à 1970 sont marquées par une formidable expansion des systèmes scolaires (démocratisation, allongement des études, égalité des chances, etc.) et, conséquemment, par l'embauche massive d'une main-d'œuvre enseignante. C'est à cette même époque que les conditions d'emploi et de salaire s'améliorent et que l'enseignement devient un métier attractif pour des milliers de jeunes universitaires, y compris des hommes, qui décident d'y faire carrière. Or, n'observe-t-on pas depuis les années 1980 un certain déclin de cette attractivité? En effet, précarité endémique, intensification du travail, multiplication de réformes et des politiques éducatives, pressions pour la performance et la compétition, notamment avec le réseau privé, imputabilité et obligation de résultats, vagues de compressions budgétaires et affaiblissement de l'école publique semblent en partie miner l'attrait des jeunes générations d'universitaires pour la profession enseignante. Qu'en est-il aujourd'hui de cette tendance? Est-elle toujours à l'œuvre? Comment la caractériser? Comment accroître l'attractivité de la profession ?

Président : Maurice Tardif (Université de Montréal)

Intervenants : Bernard Wentzel (Haute école pédagogique BEJUNE, Suisse), Stéphane Martineau (Université du Québec à Trois-Rivières), Frédéric Sauvé (Syndicat de l'enseignement de la région de Laval)

Atelier 2a - Se former à l'enseignement : les compétences attendues. Dispositifs de formation à l'enseignement sur le soutien à l'apprentissage des élèves

Assurer la formation initiale et continue des enseignants en prenant en compte les référentiels de compétences des maîtres, les programmes de formation des élèves, les différents plans, stratégies et mesures mises en place par les ministères de l'éducation pour assurer la réussite de tous est une entreprise qui demande à ce que tous ces aspects soient compris et pris en compte par les participants. Depuis une dizaine d'années, des chercheurs proposent des approches de formation professionnelle qui misent sur le soutien à l'apprentissage autorégulé des élèves afin de prendre en compte l'ensemble des prescriptions ministérielles, mais aussi les connaissances scientifiques dans le domaine et les besoins particuliers des élèves de la classe concernée. Ces approches ont aussi comme intérêt qu'elles permettent notamment de penser l'inclusion scolaire. Cet atelier se propose de présenter divers dispositifs de formation des enseignants tant initiale que continue, au Québec et dans le Canton de Genève, qui misent sur la régulation des pratiques d'enseignement. Les dispositifs présentés sont en formation initiale : 1) l'analyse des différentes régulations à anticiper en fonction des tâches et des difficultés potentielles des élèves et 2) l'ajustement des pratiques d'enseignement en fonction de l'analyse des situations d'apprentissage et dossiers

d'élèves. En formation continue, les dispositifs présentés s'appuient sur les principes de la recherche-formation continue et des recherches-actions collaboratives.

Présidente : Josianne Robert (Université de Montréal)

Intervenants : Sylvie C. Cartier (Université de Montréal), Lucie Mottier Lopez (Université de Genève, Suisse), Thaïs Guertin-Baril, étudiante à la M.A. en psychopédagogie (Université de Montréal) et Isabelle Leblanc, conseillère pédagogique (Commission scolaire des Grandes-Seigneuries)

Atelier 3a - Exercer son métier : réformes et politiques éducatives. Enseigner dans une école en transformation : quelles conséquences pour l'exercice du métier d'enseignant?

Le métier d'enseignant se transforme, non seulement en réponse aux évolutions de la société et des élèves (individualisation, changement du rapport au savoir, diversité socio-culturelle et précarité croissantes), mais aussi en lien avec les demandes politiques qui sont adressées à l'école. L'ère des « grandes réformes » semble revenu au goût du jour, avec les réformes curriculaires (approche par compétences), la visée d'une réussite pour tous mais aussi avec la mise en place de politiques de responsabilisation et de reddition de comptes sur les résultats des élèves. Ainsi, dans nombre de systèmes éducatifs, au Québec en particulier, les enseignants voient leur rôle se complexifier (dans la classe ou en dehors), leurs tâches se diversifier, mais aussi les attentes de résultats à leur égard croître. Face à ces transformations de leur métier, comment les enseignants vivent-ils ces nouvelles attentes parfois en tension ? Comment répondent-ils aux nouveaux défis d'écoles de plus en plus soumises à une injonction d'efficacité et à une « gestion axée sur les résultats » ? Quelles tensions (professionnelles ou organisationnelles), mais aussi quelles opportunités et quels changements sur le plan des pratiques individuelles comme sur le plan du travail d'équipe ces politiques de responsabilisation et de réforme de la gestion des établissements scolaires engendrent-elles ? L'atelier amorcera la discussion de ces questions à partir d'une réflexion sur la conduite du changement dans une commission scolaire mais aussi à partir de la présentation de résultats de recherches en cours au Québec et en France sur la réception de politiques de responsabilisation et de gestion axée sur les résultats par les enseignants.

Président : Yves Dutercq (Université de Nantes, France)

Intervenants : Christian Maroy (Université de Montréal), Yves Dutercq (Université de Nantes, France), Régis Malet (Université de Bordeaux, France), Line Beaulieu (Commission scolaire des Premières-Seigneuries)

13 h 45 – 15 h 30 Ateliers B (choix d'un atelier parmi trois)

Atelier 1b - Choisir son métier : retenir dans la profession. Quelles mesures pour soutenir et retenir les nouveaux enseignants dans la profession?

Au moins jusqu'aux années 1950, le Québec est marqué par une forte rotation du personnel enseignant, particulièrement les femmes en milieux ruraux : celles-ci enseignent quelques années et quittent la profession. À partir des années 50 et surtout 60, on constate que le métier d'enseignant devient nettement plus stable : les carrières s'allongent de même que l'ancienneté. En même temps, l'investissement pour devenir enseignant s'allonge aussi avec l'universitarisation de la formation des maîtres. Il faut donc étudier plus longtemps pour devenir enseignant, en anticipant en contrepartie une carrière sur une longue durée avec les nombreux bénéfices qui en résultent : fonds de pension, sécurité d'emploi, assurance-maladie, etc. Or, depuis une bonne vingtaine d'années, il semble que cette vision de la carrière enseignante soit en train de changer. Au Québec, il n'existe pas malheureusement de statistiques fiables sur l'attrition des jeunes et moins jeunes enseignants. À ce propos, le MELS parle d'un taux de décrochage variant de 15 % à 20 % selon les catégories d'enseignants. Or, depuis les années 2000, de nombreuses enquêtes au Québec montrent que de plus en plus d'enseignants envisagent de quitter la profession, notamment les nouveaux enseignants à statut précaire. Sommes-nous, bien que de manière différente, en train de revenir à la situation qui prévalait avant les années 1950? Si tel est le cas, quelles mesures faut-il pour soutenir et retenir les nouveaux enseignants dans la profession?

Présidente : Colette Gervais (Université de Montréal)

Intervenants : Joséphine Mukamurera (Université de Sherbrooke), Thérèse Perez-Roux (Université de Montpellier, France), Louise Trudel (Conseil pédagogique interdisciplinaire du Québec)

Atelier 2b - Se former à l'enseignement : apprendre en cours de carrière. Les communautés d'apprentissage professionnelles : des formes prometteuses de formation continue?

La formation continue en cours de carrière est bien sûr au cœur du développement professionnel des enseignants. Or, jusqu'aux années 1990, cette formation continue était principalement assurée par les universités, notamment à travers des activités de perfectionnement et des programmes courts. Toutefois, on observe depuis une vingtaine d'années des demandes de plus en plus nombreuses émanant des milieux scolaires et enseignants pour des formations mieux ancrées dans les pratiques enseignantes, mais qui laissent aussi davantage de place aux savoirs et à l'expérience des enseignants de métier. En ce sens, on peut dire que « l'apprentissage par les pairs », qui prend en charge les besoins réels des enseignants en fonction des réalités des terrains scolaires, constitue un changement majeur dans l'organisation et l'offre de la formation continue. C'est donc dans ce cadre qu'ont émergé ces dernières années diverses formes de communautés d'apprentissage professionnelles. Ces communautés

sont-elles un effet de mode, comme on en retrouve tant en éducation, ou bien représentent-elles vraiment des formes prometteuses de formation continue pour les enseignants? Quelle place peuvent y tenir les formateurs universitaires? Ces formations peuvent-elles se passer de la sanction symbolique offerte par les crédits et titres universitaires traditionnels ?

Présidente : Annie Malo (Université de Montréal)

Intervenants : Cécilia Borges (Université de Montréal), Martine Leclerc (Université du Québec en Outaouais), Pascal Jean (responsable, Centre des enseignantes et des enseignants à la Commission scolaire de Montréal)

Atelier 3b - Exercer son métier : motiver les élèves

Président :

Intervenants : François Bowen (Université de Montréal), Roch Chouinard (Université de Montréal)

16 h 00 – 17 h 30 Table ronde

Devenir enseignant aujourd’hui : rôles et défis de la formation des maîtres 50 ans après son entrée à l’université?

Cette table ronde réunira des représentants d’organismes impliqués dans la définition des programmes de formation à l’enseignement au Québec. Ces acteurs seront invités à juger de l’état actuel de la formation des enseignants québécois et à identifier des pistes de travail afin de l’améliorer. Depuis les années 60, les universités québécoises assument la responsabilité de la formation initiale des maîtres de concert avec plusieurs autres organisations du système d’éducation. Afin d’en rehausser la qualité, des changements majeurs ont été apportés à cette offre de formation durant les vingt dernières années. Notamment, au début des années 1990, la reconnaissance de l’importance de la formation pratique a justifié l’allongement de la durée de ces programmes de trois à quatre années. De même, à la suite de l’adoption d’un référentiel de compétences professionnelles en 2001, les programmes de formation des maîtres au Québec ont été modifiés de manière substantielle. Avec le recul, pouvons-nous affirmer que ces changements ont eu des retombées positives sur la qualité de la formation des enseignants au Québec? Quelles sont les forces et les limites de ces programmes? Quels sont les chantiers à démarrer ou à poursuivre en vue d’améliorer ces programmes?

Président : Pierre Lapointe (Université de Montréal)

Intervenants : Claude Daviau (administrateur scolaire), Pascale Lefrançois (directrice du Centre de formation initiale des maîtres, Université de Montréal), Sébastien Bouchard (représentant, Centrale des syndicats du Québec), une représentante du MELS.